

L'Association Transfrontalière de l'Agglomération du Pôle Européen de Développement a été créée le 1er Février 1996, regroupant au sein d'une même instance les représentants des 21 Communes du Projet d'Agglomération Transfrontalière (à travers le SIKOR, IDELUX et l'Observatoire) ainsi que les Etats et Régions concernés.

Le programme de travail adopté pour l'année 1996 va permettre d'engager l'élaboration de la Charte d'Agglomération, de poursuivre la mise en oeuvre du SIG, de proposer les actions visant à promouvoir une politique commune de développement et d'aménagement du territoire transfrontalier.

Le programme Interreg Wallonie - Lorraine - Luxembourg (94 - 99) dans lequel s'inscriront nos actions a programmé une allocation financière de 9 millions d'Ecus (Feder) pour un coût total éligible de 18 millions d'Ecus (Axe 4, Projets d'Agglomérations), soit environ 117 millions de Francs.

Toutes les conditions sont donc réunies pour soumettre des propositions d'actions permettant de concrétiser notre Projet d'Agglomération sur un mode exemplaire de coopération transfrontalière.

Jean-Paul DURIEUX

inf bservatoire

de l'Urbanisme de l'Agglomération du Pôle Européen de Développement

N°2 / Avril 1996

Une Première !... La Conférence du 22 février 1996

De nombreux élus, maires ou conseillers municipaux ont demandé à l'Observatoire de promouvoir des actions d'information qui permettent de faciliter l'émergence de projets, et de stimuler les dynamiques entre acteurs locaux, voire de consolider une culture locale du territoire. Pouvoir loger le personnel des entreprises qui souhaitent s'installer, faciliter la vie sociale des habitants, y compris des plus modestes, influencer sur la qualité de l'habitat et l'image de nos villes, autant d'enjeux importants pour le développement de la future agglomération transfrontalière à laquelle travaillent de nombreux partenaires depuis plusieurs années.

C'est pourquoi le thème de cette première conférence concernait le logement.

Trois intervenants ont apporté leurs compétences pour cette première :

- Mme Nelly LUCAS, Chef du Service Habitat à la DDE de Meurthe-et-Moselle,
- M. Jean-Pierre DUBOIS-POT, Responsable du Service Logements au Conseil Général,
- M. Pierre IDOUX, attaché de direction à la Société Lorraine d'Economie Mixte d'Aménagement Urbain plus connue sous le nom de SOLOREM.

Du rôle des communes en matière foncière et de celui des sociétés d'aménagement, aux besoins en logements des plus démunis, en passant par la politique de l'Etat et du Département, la problématique logement a été abordée dans son ensemble, découverte pour les uns, synthèse et approfondissement des connaissances pour les autres.

Plus de 70 participants (élus locaux, agents immobiliers, notaires, partenaires divers,...) ont assisté à cette manifestation et les questions posées ont concerné les problèmes majeurs : stratégie des petites communes, politique de peuplement des grands ensembles, logement des jeunes, etc...

De l'avis de la majorité des participants, ce type de conférence rassemblant les partenaires locaux est à reconduire.

L'Observatoire pense déjà au prochain thème et vous pouvez transmettre vos propositions...

AGENDA

SEPTEMBRE 1995

- L'Observatoire est fortement sollicité pour assister les Communes dans le montage des dossiers PACT Urbain, suite au Comité de Pilotage de Juin 1995.
- Une convention d'étude lie l'Observatoire aux services de l'Etat pour l'étude "Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage".
- Jean-Louis MEDOT, Directeur de l'Aménagement du PIA part en retraite. Il aura fortement contribué à faciliter les travaux de l'Observatoire depuis 1993, à travers ses avis éclairés et sa disponibilité bienveillante.
- François KAH, juriste, à EPML depuis MARS 1988 et précédemment à la DRE Lorraine, prend le relais et verra probablement l'achèvement du PIA avant de prendre sa retraite !
- Réunion du nouveau Bureau de l'Observatoire (approbation du plan de communication, embauche définitive de Mlle LANG et de M. DÜRR).
- Serge BIANCONI, chargé de mission à APEILOR détaché auprès de la Mission du PED, remplace David HUBERT-DELISLE parti pour la Nouvelle-Calédonie. M. BIANCONI était précédemment en Franche-Comté, où il s'occupait de conversion industrielle, puis chef du service études du SGAR.
- L'Observatoire commence une étude sur le parc de logements communaux.

OCTOBRE 1995

- Les élus locaux sont invités à parcourir le circuit de sculptures transfrontalier initié par le Ministère de la Culture du Grand-Duché du Luxembourg.
- L'Observatoire est sollicité pour l'élaboration du document de programmation Interreg II, Axe 4 : Projets d'Agglomérations.
- L'Observatoire participe à la manifestation "Longwy s'expose" en partenariat avec l'Office de Tourisme (cartographies de présentation de l'Agglomération Transfrontalière).
- Commission Permanente de Coordination du PED le 16.10. 95.
- L'Observatoire participe à la réunion décentralisée "Infoplan" sur la Coopération Transfrontalière, organisée par le Commissariat Général du Plan et la Préfecture de Région Lorraine.
- Le Directeur Départemental de l'Equipelement vient à l'Observatoire pour s'informer sur le SIG Transfrontalier.
- L'Observatoire reçoit les représentants du SIAFIVA pour une réunion d'information sur les travaux transfrontaliers en cours.
- Comité d'accompagnement Politique du 30 Octobre 1995 : passation de Présidence Belge au Luxembourg en présence de Jacques SANTER, Président de la Commission de l'Union Européenne.
- Participation de l'Observatoire au "Colloque Transfrontalier sur le Logement" à Arlon.

NOVEMBRE 1995

- Présentation du SIG à la Fondation Universitaire Luxembourgeoise à l'initiative d'IDELUX.
- Présentation des travaux de l'Observatoire à un groupe d'étude d'Europe de l'Est à la demande du Collège Européen de Technologie.
- Présentation du SIG et démonstration des possibilités d'exploitation à l'échelle communale au conseil municipal d'Herseange.
- Préparation du programme de travail transfrontalier 1996 en liaison avec IDELUX et le Ministère de l'Aménagement du Territoire du Grand-Duché du Luxembourg.
- Etude des possibilités de synergie dans les actions de requalification urbaine à l'initiative d'EPML (PACT et interventions EPML).
- Intervention de l'Observatoire dans le cadre du Congrès Saar-Lor-Lux-Trèves-Palatinat Occidental (Atelier 1 : "réseaux de villes dans l'espace transfrontalier") organisé par la Région Lorraine.
- Rapport intermédiaire "Gens du Voyage".
- Présentation des travaux de l'Observatoire aux représentants des communes luxembourgeoises du secteur d'Esch-sur-Alzette.
- Voyage d'étude à Vaux-en-Verin sur la problématique "Développement Social" avec un élu d'Haucourt-Moulaine, organisé par la Préfecture de Région.

DECEMBRE 1995

- Présentation du rapport final du programme de travail transfrontalier 94-95 aux représentants des Etats français et luxembourgeois et de la Région Wallonne : le programme est validé.
- Conseil d'Administration de la Mission du PED.
- Présentation du SIG aux élus de la commune de Longlaville.
- Deuxième présentation aux élus des communes luxembourgeoises du secteur d'Esch-sur-Alzette à Mondercange, en présence du Ministre de l'Aménagement du Territoire du Grand Duché de Luxembourg..
- Rencontre avec les techniciens de l'Association pour le Développement des Vallées de la Meurthe et de la Moselle (ADVMM) très proche de l'Observatoire dans son fonctionnement et ses missions.
- Conseil d'Administration du Fil Bleu.
- Réunion d'information avec les élus locaux et le CAL sur l'état d'avancement de l'OPAH multisite.

JANVIER 1996

- Présentation de la dernière phase du programme de travail 94-95 aux trois communes belges, à l'initiative d'IDELUX.

- L'Observatoire présente à APEILOR et VALORIS les possibilités d'exploitation des bases de données du SIG pour optimiser la commercialisation des sites industriels du PED.

- Conseil d'Administration du 26.01.1996 permettant de présenter la dernière phase de programme transfrontalier à l'ensemble des communes françaises et de désigner les 3 représentants de l'Observatoire à l'Association Transfrontalière.

- Réunion Observatoire - EPML afin de faire le point sur les opérations en cours et en projet et le bilan de la première phase de l'étude de valorisation le long de la Chiers de Longwy à Réhon.

- Le SIAAL organise une réunion de synthèse avec l'ensemble des partenaires impliqués dans la mise en place d'une base de données "levés géométriques". L'efficacité du système mis en place permet aux communes de l'Observatoire de disposer de données précises exploitables à l'échelle communale (parcellaire, réseaux, etc...)

- L'Observatoire est invité à participer au séminaire "Pratique, évaluation et perspectives des coopérations entre collectivités territoriales en Europe" organisé par l'Euro-Institut de Kehl.

- Bilan de l'état d'avancement de l'étude "Gens du Voyage".

- L'Observatoire commence à recenser l'immobilier industriel et tertiaire vacant.

FÉVRIER 1996

- 1er Février 1996 : Création de l'Association Transfrontalière.

- L'Observatoire, sollicité par la commune de Longlaville, constitue un document de synthèse lui permettant de disposer d'une vision globale de son territoire (données socio-démographiques, logements, organisation spatiale, structure foncière, équipements, infrastructures). Au regard de l'intérêt de cette démarche l'Observatoire réalisera en 1996 un document similaire pour chaque commune.

- L'Observatoire, à travers le Conseil d'Administration de la MIPED, participe à la réunion de travail organisée pour recevoir la "Mission Grosdidier" (étude d'expériences de conversion industrielle).

- Présentation de la dernière phase du programme transfrontalier 94-95 aux trois communes luxembourgeoises.

- Conseil d'Administration de la Mission du PED.

- Présentation du SIG aux secrétaires communaux et services techniques des communes belges à l'initiative d'IDELUX, afin de préparer le passage du SIG dans les communes en 1997.

- L'Observatoire organise en association avec la DDE 54 et SOLOREM une première Conférence Logement afin d'éclairer les élus et partenaires du Développement local sur les politiques logement de l'Etat.

- L'Observatoire met en oeuvre la base de données Commerces-Services en partenariat avec la CCI de Meurthe-et-Moselle.

- Un stagiaire en formation "logistique industrielle" au CET, encadré par le responsable du département industrie de la CCI de Longwy mènera pour le compte de l'Observatoire une étude sur la sous-traitance et l'organisation logistique des industriels de l'Agglomération Transfrontalière en Juin-Juillet 1996. Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'Observatoire Activités-Emploi.

MENTIONS LEGALES / N°2 / Avril 1996

Observatoire de l'Urbanisme de l'Agglomération du Pôle Européen de Développement
Maison du PED - 54810 Longlaville
Association Loi 1901 Imprimé par l'association en ses locaux.

Président et Directeur de la publication : Jean-Paul DURIEUX
Co-Directeur : Bernard LABBE

Dépôt Légal : 24 Octobre 1995

Tableau de Bord de l'Habitat

Territoire : 18 communes

Population sans double compte*	56 019
Nombre de logements*	23 477
Nombre de résidences principales*	20 732
Nombre de logements vacants*	2 416

(*Source : RGP 90)

LOGEMENT SOCIAL	1994	1995	
Nombre de logements sociaux*	7 113	6 961	(-152) (*enquête DRE 95)
dont vacants	462	544	(-82)
en % de résidences principales*	33.60%	16.50%	(*Région 95)
pour 1000 habitants*	124.26	60.32	(*Région 95)

CONSTRUCTION NEUVE						
Nombre de lots disponibles*	49					(*au 21.02.96)

	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre de logements commencés	36	99	113	87	123

Loyer moyen logement neuf *	40 F/m ²	(*nov.95)
-----------------------------	---------------------	-----------

Les migrations domicile-travail dans les 18 communes du SDAU

L' Observatoire réalise actuellement une étude sur les déplacements domicile-travail sur les 18 communes du SDAU. Cette étude (données 93) concerne les salariés des entreprises privées et parapubliques (y compris les collectivités territoriales) installées sur la zone d'observation, à l'exclusion des administrations centrales.

A ce jour, ce sont les premières données exhaustives portant sur les migrations domicile - travail.

En 1993, on a recensé 14 100 salariés sur les 18 communes du SDAU, dont 60 % d'hommes et 40 % de femmes.

70 % des salariés résident à l'intérieur du périmètre d'étude.

30 % soit 4 150 personnes viennent de l'extérieur. Parmi ces 4 150 personnes, 69 % résident dans le reste du département de Meurthe-et-Moselle, 31 % dans d'autres départements (Moselle, Meuse, autres départements).

Une ville en Mouvement

En considérant que la taille moyenne d'un ménage est de 2.58 personnes (moyenne départementale en 1990), et en transposant ce chiffre au 4 150 salariés résidant à l'extérieur, ce sont environ 10 700 personnes qui vivent de revenus provenant d'entreprises situées dans notre périmètre d'étude.

Nature des emplois :

Une forte proportion des salariés occupés dans les entreprises de la zone d'étude sont des ouvriers (5 907 personnes soit 42 % des salariés); 1/3 sont des employés (4 133 personnes).

	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Salariés venant de l'extérieur du périmètre d'étude	267	782	992	1 983
Total salariés des 18 communes	712	2 586	4 133	5 907
Part des salariés venant de l'extérieur	37.50%	30.20%	24%	33.60%

Toutes entreprises confondues, dans chaque catégorie socio-professionnelle (hormis les employés), on retrouve une constante : plus de 30 % des salariés viennent de l'extérieur.

Dans la catégorie des cadres; la part des salariés venant de l'extérieur avoisine même les 40 % !

Une étude spécifique sur 14 entreprises de plus de 100 salariés localisées dans le périmètre du SDAU démontre que :

- pour les entreprises anciennement implantées, ce sont en moyenne 30 % des salariés qui résident à l'extérieur.

- parmi les entreprises récentes (Allied Signal, Eurostamp, Saïag Tokay, JVC, Daewoo à Villers-la-Montagne), ce sont en moyenne 45 % des salariés qui résident à l'extérieur.

En estimant qu'avec le temps cette moyenne de 45 % rejoint le profil des entreprises plus anciennes, soit 30 %, on peut espérer une demande potentielle spontanée de 15 % (45 - 30 %), soit 145 logements.

L'analyse de la structure par âge dans les entreprises récentes fait apparaître une forte proportion des moins de 25 ans (en moyenne 34 % de l'ensemble des salariés). Parmi les salariés de cette tranche d'âge, plus de 50 % résident à l'extérieur du périmètre d'étude, ce qui ne peut que confirmer le nombre de foyers potentiels pouvant s'implanter sur les 18 communes du SDAU.

Pour Daewoo à Mont-Saint-martin (données 95), on recense 371 salariés, dont près de la moitié réside à l'extérieur du périmètre d'étude (180 salariés soit 48.5 %). Au niveau de la structure par âge, plus de 50 % des salariés ont moins de 25 ans. Parmi eux plus de 48 % résident à l'extérieur.

(Le rapport complet de cette étude fera l'objet d'un document qui vous sera communiqué ultérieurement.)

L'OBSERVATOIRE ET SES PARTENAIRES

idelux

AIVE

35 Ans pour 10 Métiers

Dans les Années 60, se crée l'ASBL SOLUDEC dont l'objectif était de stopper l'exode rural. Une des premières actions concerne l'implantation d'une usine de pâte à papier à Harnoncourt.

En 1962, sont créées les intercommunales IDELUX et AIVE, regroupant : Province, Communes, partenaires privés et syndicats. Leurs stratégies passent par la modernisation des axes de communication, la reconnaissance, l'acquisition et l'équipement de zones industrielles, l'assistance aux entreprises, la recherche d'investisseurs...

Premier fruit récolté, l'implantation de l'Oréal à Libramont... Idelux devient l'ensemblier du développement. La machine est lancée : la Cellulose des Ardennes et l'Oréal sont rejoints par Champion, les Nutons, Geba, Belovo, Mobil, Magolux, Ampacet, Ferrero, USG, Glaverbel, Detry, Aldi, Spano... et une centaine d'autres.

L'intercommunale se met au service des communes dans les domaines du logement, des équipements sportifs et culturels, informatiques, touristiques, ainsi que dans le programme de construction de stations d'épuration par l'AIVE.

Des métiers pour l'entreprise

○ L'immobilier d'entreprise

Le département "Expansion Economique" est l'interlocuteur unique qui prend en charge tout projet d'implantation avant, pendant et après l'investissement.

○ Le Centre de Développement de Projet

Le "CDP" d'Idelux assure l'encadrement des PME. Il prend selon les besoins, la forme d'aide à la gestion, d'étude de marché ou de faisabilité technico-économique, de recherche de partenaires, de formations en management, de formules de financement adaptées.

○ Le financement immobilier

Idelux, le Crédit Communal et la Province ont créé un outil de financement, le "Secteur du financement Immobilier", dont le portefeuille est de près de 2 milliards de FB.

○ EUREFI

Afin d'aider les entreprises à asseoir leur développement hors frontières, Idelux a créé une société de capital à risque avec des partenaires bancaires et industriels des trois pays : "EUREFI".

○ La Cellule Environnement

La "Cellule Environnement" conforte l'image d'ensemblier d'Idelux puisqu'elle propose la prise en charge de la collecte et du traitement des déchets de l'entreprise.

Des métiers au service des communes

○ Tourisme et Ville

Ensemblier, Idelux l'est aussi à travers sa Cellule "Tourisme et Ville", qui définit le concept, le choix du site, l'estimation de l'investissement, les hypothèses de financement. Elle joue le rôle complet du maître d'ouvrage.

○ Programmes et Aménagement du Territoire

Ce service devient l'orchestrateur du plan de développement économique et d'équipement général de la commune. L'autre vocation est d'être le lieu de cohérence, la charnière entre les communes et la Région, l'Europe, les Régions voisines, au niveau de l'insertion des projets dans le Territoire et de leur financement grâce à sa connaissance des programmes et des fonds européens.

○ Secteur Assainissement

Le "Secteur Assainissement" est au service des 44 communes luxembourgeoises et de 11 communes de la Province de Liège. Il met en place une chaîne entièrement intégrée de collecte, tri, valorisation et recyclage des déchets. Actuellement, plus aucun déchet domestique ou industriel n'est déversé dans la nature.

○ L'AIVE

L'AIVE conçoit, étudie et réalise les infrastructures de production et de distribution d'eau. C'est aussi l'acteur principal dans la collecte et l'épuration des eaux usées.

Carte de visite

Les intercommunales Idelux - AIVE, sociétés coopératives à responsabilité limitée, totalisent aujourd'hui un capital de 2.479.500.000 FB constitué de parts publiques (Province et Communes, respectivement 500 et 556 millions de FB) et de parts privées (dont principalement le Crédit Communal, à hauteur de 875 millions de FB). Le total bilantaire atteint 8.690.000.000 FB avec un chiffre d'affaires de près de 1.4 milliard. L'institution occupe 220 personnes et travaille avec plus de 100 sous-traitants permanents.

Au-delà de ces chiffres, les intercommunales Idelux - AIVE, c'est aussi depuis leur création et celle, progressive, de leurs départements, secteurs et services :

- une centaine de milliard d'investissements industriels générant 8 000 emplois nouveaux, (80 % de l'emploi industriel n'existait pas il y a 30 ans),
- 6.246.000 m² de terrains équipés et 3.360.500 m² non-équipés, soit 9.606.500 m² dans des zones industrielles, artisanales ou de services,
- 110.000 m² de bâtiments industriels loués aux entreprises,
- 1.051.000 tonnes de déchets et encombrants ménagers collectés et traités depuis la mise en service de nos usines de Habay et Tenneville,
- plus d'1 million de nuitées supplémentaires, la réalisation de 4 200 lits et de 5 attractions en matière touristique,
- 4 millions de m³ d'eau produits annuellement (gérés depuis 1992 par la SWDE),
- 45 stations d'épuration construites et gérées qui représentent 180.000 équivalents-habitants épurés, plus de 120 km de collecteurs installés, depuis 1977,
- près de 2 milliards d'investissements en matière de sécurisation en eau financés en grande partie par la Région Wallonne et le FEDER,

Stratégie du futur

Monsieur Richard PIERRET, Directeur Général d'Idelux - AIVE :

*" Etre optimiste, c'est d'abord croire que les choses sont possibles.
C'est faire ce qu'il faut pour que les choses arrivent. "*

IDELUX - AIVE

9 8 , D r è v e d e l ' A r c - e n - C i e l 6 7 0 0 A r l o n B È L G I Q U E
